

LES NOUVELLES DE LA BIGORRE

TARBES CTC

Dispensé de timbrage

P

PRESSE

NON URGENTE

DISTRIBUÉE PAR

Déposé le :

LES NOUVELLES
DE LA BIGORRE
4, rue des Haïras 65000
TARBES

LA POSTE

VIVRE MIEUX ICI ET MAINTENANT

Mensuel édité par l'Association De Diffusion de la Presse Démocratique
Des Nouvelles de la Bigorre
Prix 1 € • Mai 2013 - N° 276

Éditorial

Après un an de pouvoir...

Si la fameuse formule: « la rue ne gouverne pas » est un classique venant de la Droite, cela est plus surprenant dans la bouche d'un ministre appartenant à un Gouvernement de Gauche. Non! La rue n'est pas une impasse, M. Valls, surtout lorsqu'elle est porteuse d'exigence d'une véritable politique de gauche, et de surcroît, pour laquelle elle vous a porté au pouvoir. Vous pouvez toujours minimiser la participation lors du grand rassemblement du 5 mai, discréditer leurs auteurs, vous n'enrayez pas l'élan qu'il a suscité.

Ne vous en déplaît, cet évènement, le 1^{er} de cette importance depuis la campagne Présidentielle, a mobilisé beaucoup de monde, des jeunes, des syndicalistes, des travailleurs en lutte et au-delà toutes celles et tous ceux qui, de plus en plus nombreux, à Gauche, ne se reconnaissent pas dans la politique actuelle du gouvernement.

Douze mois ont passé et la déception populaire est à la mesure du renoncement présidentiel et la poursuite de cette politique devient incompréhensible aux yeux de ceux qui ont voté le changement. A l'heure du bilan, après un an de pouvoir, il est temps de changer de cap.

Contre toute attente, le Gouvernement reste droit dans ses bottes. Il ne semble pas disposé à accéder aux projets, issus des députés communistes et Front de gauche, sur l'interdiction des licenciements boursiers et de l'amnistie sociale. Il a fait passer l'ANI au Sénat (comme prévu) Cerise sur le gâteau, il annonce même son intention de vendre ses parts dans les entreprises publiques, sous prétexte de relancer l'investissement. D'autres moyens existent que la « braderie » d'actions de l'État pour financer les investissements publics, celui notamment de s'attaquer aux marchés financiers et de créer un véritable pôle public financier.

Avec l'ouverture de capital, et l'arrivée du privé, le management se concentrera sur les cours de l'action et non sur les missions de services publics. les salariés de (Air France, La Poste, EDF/GDF...) en savent quelque chose, pour ce qui est des conditions de travail et les citoyens usagers pour ce qui est du service rendu.

Face à cette attitude, que faire? Se résigner? Attendre des jours meilleurs? Non! bien entendu. La mobilisation nationale du 5 mai a créé un rapport de force, qu'il convient d'élargir et d'autres rendez-vous sont proposés:

le 1^{er} week-end de Juin sera le théâtre de répliques départementales, régionales, sous formes de marches, de rassemblement sur les mêmes thèmes qu'au 5 mai, contre les politiques d'austérité, pour la VI^e République. Un rassemblement est prévu à Toulouse le samedi 1^{er} juin. À Tarbes, le 30 mai, à 20h30, à la Bourse du Travail, se tiendra un meeting unitaire contre les politiques austéritaires en France et en Europe. Le 9 juin se déroulera à Paris une marche des femmes contre l'austérité. Le Parti communiste propose de tenir le 16 juin les assises de la refondation sociale et démocratique. Au-delà du Front de Gauche, une vingtaine d'organisations de partis politiques, associations et syndicats participeront à ces assises. Nous serons également au côté des syndicats, qui à l'appel de la confédération Européennes des syndicats, seront dans l'action courant Juin.

Nous serons attentifs aux débats et à l'issue de ceux-ci, lors de la prochaine conférence sociale les 20 et 21 juin. Un an après celle de juillet 2012, « la feuille de route sociale » souhaitée par F. Hollande reste à écrire. Lors de sa conférence de presse, il est resté sur sa « ligne » (défensive). Pas un mot sur l'emploi, les salaires, par contre la prochaine réforme sur les retraites va ressembler comme deux gouttes d'eau à la précédente, « travailler plus pour gagner moins »! Merci, on a déjà donné.

Un an après, le gouvernement Hollande a fait plus que décevoir et ses réponses ne sont pas à la hauteur du mécontentement qui grandit. Donc pas d'autres alternatives, Après le 5 mai, on continue!

■ **Hervé BUFFAT**

**Assemblée citoyenne
de Capvern**

P.2

Luttes

P.3-4

Billet d'humeur

P.5

Vétérans

P.6

Culture

P.7-8

Capvern

La casse de l'Hôpital public. Ne pas faire silence

Quel froid hivernal, il faisait ce samedi, 27 avril à 15 h !

La neige tombait à gros flocons et malgré cela, les personnes sont venues très nombreuses à 15 h dans la salle de la Mairie de Capvern, pour écouter et débattre avec trois intervenants spécialistes de toutes les questions, concernant l'Hôpital public: Michèle Laurenties, Infirmière en psychiatrie retraitée. Liliane Zentil, Infirmière en psychiatrie retraitée.

Jean-Claude Marx, Responsable national des usagers de l'Hôpital.

Tour d'abord, Jean-Claude Marx a ouvert le débat pour **dire stop aux politiques d'austérité, hautement destructrices** qui finissent de mettre en péril, les hôpitaux publics de proximité, déjà fragilisés, depuis, déjà, plusieurs années.

Mais maintenant, force est de constater que le mal gagne et se propage à grande vitesse, partout, quelle que soit la taille et l'importance de l'Hôpital: CHU, regroupements, pôles experts...

A l'heure où la « financiarisation » s'exerce de manière outrancière, il faut changer de cap.

Il est nécessaire de promouvoir une autre vision de la santé. De l'argent il y en a: il faut l'utiliser autrement, en le faisant revenir vers la sphère réelle.

L'accès aux soins, droit universel inscrit dans la Constitution doit être exclu de tout échange marchand.

L'Hôpital public appartient à ceux qui le financent: salariés, retraités, chômeurs...

Et certainement pas à la bourse et aux actionnaires!

Liliane Zentil s'est penchée sur le problème posé, par la fermeture de toutes les maternités en France. Le nombre a diminué lamentablement pour passer de 1369 en 1975 à 540 à ce jour. La maternité de Lannemezan, fermée le 21 janvier 2008 et dont nous demandons la réouverture, plonge le secteur, en désertification sanitaire, pour des raisons uniquement budgétaires et économiques, sans analyse des besoins des populations. Actuellement, une maman ou un enfant,



peuvent perdre la vie pour des impératifs comptables! C'est inacceptable à notre époque et intolérable pour un pays riche comme la France.

Les maires, les députés, qui sont en accord avec Hollande, ne peuvent être indifférents, au désarroi des populations.

Michèle Laurenties connaît bien toutes les questions relatives à l'Hôpital psychiatrique de Lannemezan. Elle fait l'historique de cette structure emblématique, qui a employé beaucoup de personnel, donnant des emplois nombreux, aux habitants du Plateau et des environs.

Actuellement, avec les économies de moyens, les effectifs soignants sont en chute libre. L'infirmière en psychiatrie déplore et dénonce, la cupidité des gouvernants de notre pays qui ont joué ces derniers temps, sur la peur des concitoyens en amalgamant « malade mental et dangerosité ». Aussi a-t-on assisté malheureusement par la suite à des dispositifs sécuritaires au détriment de la mission de soins.

Cela a remis en cause plusieurs décennies d'efforts des soignants pour désaliéner et « déstigmatiser » les personnes en souffrances psychiques (selon les idées du Dr Bonafé). Ce n'est pas de chambres d'isolement, ni de « Nouvelles Unités pour Malades Difficiles » dont la psychiatrie moderne manque. Il faut tout simplement des lits en nombre suffisant et des soignants formés à la spécificité de la prise en charge des troubles psychiatriques.

Les trois intervenants s'accordent à dire que les Directeurs d'ARS (Agences Régionales de Santé) continuent à faire du zèle. La loi H.P.S.T. (Hôpital-Santé-Territoire) ou la loi Bachelot leur attribue des pouvoirs exorbitants qui dans chaque région imposent **des restructurations entraînant des réductions drastiques d'effectifs.**

Les pressions sur les directions d'établissement pour d'impossibles « retours à l'équilibre financier » continuent de plus belle. Partout l'accès aux soins est gravement menacé.

Le débat de cette assemblée citoyenne a été riche et très intéressant.

D'abord, les élus, les personnels soignants et usagers présents dans la salle se sont accordés pour dire stop aux politiques d'austérité qui mettent en grande difficulté la psychiatrie du Plateau et les quatre hôpitaux publics: Lannemezan, Bagnères de Bigorre, Tarbes et Lourdes.

Ces derniers n'échappent pas à la règle des baisses de budgets, de la rentabilisation à outrance, des restructurations visant aussi à réaliser d'énormes économies au détriment des personnels soignants et des patients.

Par ailleurs, il a été réitéré, au sein de cette réunion, l'abrogation de la loi Bachelot qui ne prend pas en compte les besoins des populations et qui s'inscrit dans une logique purement comptable et marchande.

Les personnes présentes veulent aussi la suppression de la tarification à l'acte



(T2A) qui octroie les actes médicaux lucratifs au privé rendant très vulnérable le service public. Il a été demandé avec force que les élus de la majorité présidentielle fassent pression sur le ministère de la Santé et l'Agence régionale de santé Midi-Pyrénées pour la réouverture de

la maternité de Lannemezan comme le préconisait déjà le tribunal administratif de Pau, en raison de l'exception géographique: beaucoup de communes sont à plus de 30 mn d'un centre d'accouchement.

L'avenir de la Sécurité sociale et les problèmes de la dépendance ont été également traités, avec des réponses constructives.

A la fin de la rencontre citoyenne, un atelier législatif s'est formé pour faire respecter l'accès et le droit aux soins.

Un moment de convivialité a clôturé le débat. Une exposition, avec les vieux instruments et objets anciens ayant servi à l'Hôpital et aux soins domestiques, a pu être admirée, au milieu des bouquets printaniers.

Yvette Lesage avec l'ordi, la vidéo, la sono, la technique a donné une grande dimension, à la réunion.

Je remercie sincèrement l'investissement citoyen et militant des camarades.

Jean-Claude De vita

Secrétaire de la section de Lannemezan,
Nestes et Barousse

Luttes

Un 5 mai qui donne du souffle...

Une marche « contre l'austérité et la finance, pour la 6^{ème} République », le projet est né de l'affaire Cahuzac, et de la paralysie sociale et démocratique qu'elle a révélée. Sauf que ce projet de se retrouver en masse entre Bastille et Nation n'était pas gagné d'avance et que pour se construire, il fallait réinsuffler au peuple de gauche cette dynamique et cette envie qu'un an de Hollandisme a paralysées. Il fallait surtout donner de la substance à cette idée, que le gouvernement Ayrault n'est pas l'horizon indépassable à gauche.

La victoire sur Sarkozy s'est faite sur le refus majoritaire de ne pas céder devant la finance, dans l'exigence d'un nouveau dialogue social et citoyen bâti sur une grande réforme institutionnelle. Aujourd'hui le pays est en récession et la seule solution avancée par le pouvoir est l'austérité qui va enfoncer encore plus notre peuple. La proportionnelle et le droit de vote des étrangers a été repoussés, les retraites reviennent dans l'actualité avec la proposition de rallonger encore le temps de travail, l'amnistie sociale est refusée sous prétexte qu'à la culture du conflit et de la violence, il faudrait substituer celle du consensus, entendez celle du MEDEF, cela ira plus vite et surtout, sera plus juste !



L'appel à marcher s'est donc peu à peu fait entendre parce que nos concitoyens y ont vu un moyen de revenir dans la mêlée. Le 5 mai, la manifestation avait la force des grandes journées populaires : 20 000 « montés » de province dont des Hauts Pyrénéens, le Val de Marne clôturant le cortège quittait Bastille quand les premiers étaient arrivés à Nation depuis plus d'une demi-heure, sur le long du parcours des banderoles, des chants et surtout des rires et de la générosité. Et puis un carré de tête où, aux organisations composant le Front de Gauche s'étaient joints des syndicalistes, des artistes tels Yvan Le Bolloch ; Eva Joly et une partie de la direction de EELV.

Pierre Laurent commentant la journée a eu ce mot qui la résume au plus juste. « Ce que nous avons mis en mouvement

aujourd'hui, c'est la gauche » Et il s'agit désormais de continuer à faire converger ces forces du changement, faire s'affirmer le contenu d'une autre politique à gauche en même temps que le rassemblement qui va la rendre majoritaire.

Dans la foulée du 5 mai, une journée d'action le 1^{er} juin avec une manifestation régionale à Toulouse. Et encore, à l'initiative du PCF, les assises du 16 juin qui aideront à amplifier la mobilisation

pour le changement en France et en Europe. 28 organisations se sont retrouvées ainsi, mardi 13 mai à Paris pour travailler les possibilités d'une co-organisation de cette initiative parmi lesquelles les composantes du Front de gauche, EELV, le NPA, gauche Avenir, Solidaires, Copernic, ATTAC, la CGT finances, la FSU, SOS Racisme, AC la marche des chômeurs... Mener ce processus à son terme nationalement et dans ses prolongements locaux sera une première à gauche dans notre pays. Mais c'est la seule réponse à la hauteur de la crise et de la récession à laquelle nous sommes confrontés.

Continuons

MPV

Au Parvis , l'envers du décor d'un opéra dramatique

**Les salariés et ex salariés
du Parvis de Tarbes
nous ont fait passer un
communiqué qu'ils ont
envoyé aux membres du
conseil d'administration de
leur structure.
Ce document fait état
de la détresse du personnel
de la scène nationale.**

Aux membres du Conseil d'Administration du Parvis Scène Nationale-Tarbes-Pyrénées.

Au Parvis, la situation sociale est aujourd'hui suffisamment grave pour que nous, organisations syndicales et politiques, nous adressions à vous, membres du Conseil d'Administration, financeurs et décideurs locaux.

Nous vous demandons solennellement de rétablir la justice sociale dans ce lieu emblématique de la culture, vital pour le département des Hautes-Pyrénées et au-delà.

Depuis août 2009 en effet, et la nomination d'une nouvelle direction, 17 départs définitifs de salariés ont eu lieu, dont 5 licenciements, 2 ruptures conventionnelles, et 4 démissions. Ils se concentrent sur deux services, puisque 7 concernent le service communication-administration, et 4 le secteur cinéma. Les techniciens employés par ailleurs, eux, sont presque tous des intermittents, précaires par définition, surtout depuis la « réforme » de 2003, et même si certains travaillent au Parvis depuis des décennies.

Voici quelques exemples: le 5 novembre 2012, le Parvis a été condamné en première instance par jugement des

prud'hommes pour licenciement abusif, à l'encontre d'une salariée chargée des relations publiques. Son remplaçant, moins d'un an après son arrivée, est en arrêt de travail pour « stress intense dû à un contexte professionnel », après un accident de la route au retour d'un rendez-vous professionnel. Il a à ce jour quitté le Parvis après une rupture de contrat aux torts exclusifs de l'employeur.

Autre exemple: après 19 ans d'ancienneté, la responsable du secteur jeune public, réputée dans tout le département pour la qualité de son travail avec les enseignants, est déclarée « inapte à tout poste au Parvis » par la médecine du travail, suite à « un état avéré dépressif réactionnel à un harcèlement professionnel ». Elle a aujourd'hui entamé une procédure aux prud'hommes pour faire reconnaître un harcèlement moral.

Que fait la direction ? Après interventions répétées et insistantes de l'inspection et de la médecine du travail, une enquête interne a été réalisée à propos des risques psychosociaux. Les salariés n'étaient pas obligés d'indiquer leur secteur afin de préserver leur anonymat, mais, par la suite, la direction a décidé de ne pas traiter les

réponses dont le secteur n'était pas renseigné. Évidemment, ces fiches lui étaient défavorables, puisque certaines faisaient état de harcèlement, ou de stress intense.

Depuis, la situation ne s'est pas améliorée, et certains de celles et ceux qui en sont sortis cherchent à faire valoir leurs droits.

C'est pourquoi, depuis quelques mois un collectif s'est constitué.

Nous nous tournons aujourd'hui vers vous, avant de porter ces événements à la connaissance du public, afin que toutes les mesures soient prises, au plus vite, et que le renouvellement de la direction, programmé pour les prochains mois, donne lieu à une remise en question radicale de la gestion du personnel au Parvis, lieu qui, doit-on le rappeler, fonctionne grâce à d'importantes subventions publiques.

■
Signataires à ce jour:
**FSU 65, Solidaires 65, UD-CGT 65,
SYNPTAC-CGT, Front de Gauche 65
(Convergences & Alternatives,
Gauche Anticapitaliste,
Gauche Unitaire, PCF, PG)
LO 65, NPA 65.**

A noter :

**Meeting unitaire
du 30 mai**

à 20h30

BOURSE DU TRAVAIL DE TARBES

**Contre les politiques austéritaires
en France et en Europe**

La ligne ferroviaire d'Arreau doit vivre

Une cinquantaine d'élus de la vallée d'Arreau ont exprimé le souhait que la ligne Lannemezan-Arreau soit transformée en coulée verte pour les piétons et les cyclistes comme entre Lourdes et Soulom, le trafic routier bénéficiant d'une 4 voie entre Lourdes et Pierrefitte.

Décidément dans notre département le transport ferroviaire n'a pas la côte chez nos élus.

Cela peut se comprendre, depuis les années 70 nous avons assisté à un lent dépeçage par la SNCF des lignes qui desservent nos vallées.

Tarbes-Bagnères, Lourdes-Soulom, Tarbes-Morcenx des lignes ou plus aucun train ne circule, le tout routier a de beaux jours.

Il faut donner de l'air à notre Bigorre, en utilisant le potentiel ferroviaire du département, et en développant la ligne Toulouse-Bayonne.

Abandonner Lannemezan-Arreau au routier ne va pas dans ce sens, la D929 est saturée par les véhicules vers les stations de montagne auxquels s'ajoutent les camions vers l'usine de Sarancolin et vers l'Espagne.

La remise en service de la voie ferrée serait un moyen de délester cette route, et la prolonger jusqu'à Saint Lary permettrait un développement de la station.

Bien entendu cette remise en service doit être accompagnée d'une politique tarifaire et horaire qui soit incitative, d'une modernisation de la voie, et d'un développement des transports en commun dans les communes. A ce titre l'exemple de la vallée de Chamonix montre que c'est possible.

Cela demande des investissements certes, peut être moins chers qu'une 4 voie routière, mais redonner de l'air à cette vallée est essentiel et cela doit faire l'objet d'un débat large ou toute les solutions soit mises sur la table.

■
Pierre Lozes

Billet d'humeur...

Germano...quoi ?

Pas un jour ne nous est épargné sans que les perroquets du politiquement correct ne nous vantent les mérites du modèle Allemand. Pourtant tous les esprits avertis connaissent l'état réel de ce pays depuis l'avènement du plan d'austérité initié par le chancelier Schröder qui coule maintenant des jours heureux à la direction de la société pétrolière Russe Gazprom. Aujourd'hui sous la houlette obstinée d'Angela Merkel l'Allemagne compte des millions de pauvres, bat des records de précarité et entraîne l'Europe toute entière vers la catastrophe. Même une grande partie du peuple Allemand le dit, mais il aura fallu qu'en France quelques ministres, des économistes, le Front de Gauche s'expriment sur le sujet pour que la sphère médiatique se déchaîne. Pire c'est un véritable oukase au sein du PS qui à interdit à l'aile gauche de ce parti, qui ferait mieux de devenir l'aile détachée, de publier sa motion critiquant la politique de la chancelière aux tailleurs mal taillés. Halte à la germanophobie nous disent-ils tous en cœur. Encore un peu et toutes proportions gardées avec la fin des années 30 ils vont nous dire plutôt Merkel que le Front de Gauche.

Alors franchement j'ai la rage au cœur car on peut être critique et comme moi aimer ce peuple.

N'étant pas teuton je ne peux écrire l'équivalent de ma France de Ferrat dans la langue de Goethe, mais j'ai tout de même quelques repères. C'est Missak Manouchian ce héros modèle de combattant progressiste et internationaliste qui écrivait quelques heures avant de passer devant le peloton d'exécution nazi « Je meurs sans haine pour le peuple Allemand ».

Il avait tout compris et un peu d'histoire ne peut pas faire de mal: La Prusse des années 30 n'était pas peuplée que d'affreux sanguinaires à moustache et ce sont les antifascistes locaux qui les premiers ont subi la répression et les camps à l'exemple d'Ernst Thälmann, Député, Secrétaire Général du Parti Communiste Allemand, emprisonné dès 1933 et exécuté au camp de Buchenwald en 1944. Ce sont 1500 combattants volontaires germanophones qui ont constitués le bataillon « Thälmann » de la onzième brigade internationale pendant la guerre d'Espagne. C'est au camp de Gurs dans les Pyrénées Atlantiques que 1000 des 7500 progressistes Juifs Allemands internés moururent sur place et sont enterrés dans le cimetière du camp. Enfin et pour ne pas allonger la démonstration il faut savoir que des centaines de combattants dans la résistance française étaient des Allemands.

Oui ce peuple-là je l'ai dans la peau, ses poètes, ses philosophes, ses savants, ses musiciens sont notre bien commun. Entre romantisme et rigueur, pays de contrastes, de clair-obscur porté par la luminosité de ses étés flamboyants, ses forêts verdoyantes, ses fleurs multicolores, sa blancheur hivernale mais aussi bercé par la pénombre crépusculaire de ses tavernes, par ses fumées d'usines et de charcuterie, par la langueur de ses grises beautés architecturales.

Barbara à chanté « Gottingen » hommage à la ville des roses et véritable ode à la paix qui magnifie ses amitiés personnelles des deux côtés du Rhin.

Patricia Kaas dans sa chanson « d'Allemagne » a parfaitement traduit cette ambiance toute en nuances.

- Ich habe eine kleine wild blume

-Eine flame die zwischen den volken blut. D'Allemagne « j'ai une petite fleur sauvage, une flamme entre le sang des peuples ».

Alors messieurs les censeurs s'il vous plaît levez le masque, vous n'êtes en définitive que de vulgaires germanolibérauxcrates. Je ne vous dis pas auf wiederseh.

■
Bernard Latger

Vétérans

Amicale des vétérans du PCF 65



L'assemblée générale de l'amicale des vétérans du PCF des Hautes Pyrénées s'est tenue le 19 Avril dernier à Salles Adour. Environ 60 camarades étaient présents. Cette assemblée se tenait après le 36ième congrès du parti et ce fut l'occasion d'en faire un bref compte rendu. Un

large tour d'horizon de la situation politique actuelle a également été effectué et les futurs axes d'activité ont été tracés. Enfin sans demander aux anciens de partir il a été procédé à un large renforcement du bureau avec 7 nouveaux camarades : Viviane Augé, Philippe Barriere, Michel Cassagne, Louis Dussert, Arlette

Lacaze, Bernard Latger, Yvette Lesage. Bernard Latger est devenu président de l'amicale 65.

Tout cela s'est terminé par un excellent repas convivial amicalement préparé par Chantal Badenco et les camarades d'Aureilhan que nous remercions chaleureusement.



A vos mémoires...

Au cours de cette assemblée, un large travail de mémoire a été décidé sur l'entraide entre le PCF et le PCE pendant la dictature de Franco. (passages à la frontière, réunions clandestines, etc.).

Nous lançons un appel à témoigner à tous les camarades qui auraient vécu des éléments de cette période. Prendre contact à la FD, soit auprès de Bernard Latger, soit auprès de Raymond Erraçarret.

Je participe à la nouvelle souscription populaire de **l'Humanité** et **L'HUMANITÉ DIMANCHE**

Je fais un don de€

Au profit exclusif de **l'Humanité**

Je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et Pluralisme

JE PRÉCISE MES COORDONNÉES

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu, l'année suivant mon versement).

Nom..... Prénom.....

Adresse

Ville Code postal.....

Adresse e-mail Téléphone.....

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Lorsque vous faites un don de	25 €	100 €	500 €
Vous déduisez de votre impôt	16,50 €	66 €	330 €
Il vous en coûtera seulement	8,50 €	34 €	170 €

Ce coupon est à compléter et à retourner accompagné de votre chèque exclusivement à : l'Humanité - Secrétariat du directeur - 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex (chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme)

Jean Ortiz à la Bourse du travail

Vendredi, 19 avril à 20h30, le hall d'entrée, de la Bourse du travail revêt un air de fête.

Les invités, venus nombreux, sont en plein dépaysement, comme s'ils se retrouvaient un peu, dans une contrée d'Espagne, avec un décor à dominante rouge, des affiches typiques et divers objets, évoquant l'ouvrage de Jean Ortiz: « Rouges vies. Mémoires (s) » présenté, ce soir-là, pour notre plus grande joie, par l'écrivain palois, journaliste, universitaire, poète et militant communiste.



La soirée, organisée par les Communistes bigourdans, a démarré fort, avec un film, sur « la Retirada ».

Puis, Jean Ortiz, Maître de Conférences, a commencé son récit avec force mais aussi, avec beaucoup de tendresse et de chaleur, racontant des souvenirs personnels, se mêlant à l'histoire: celle qui est vraie, authentique.

D'abord, il est revenu aux sources des luttes, menées par les Républicains espagnols martyrisés par le franquisme.

Pugnace, dans sa volonté de dire la vérité, Jean a démontré, que dans ce monde, l'acharnement à entretenir la mémoire sélective, le déni historique et le renvoi dos à dos, des victimes et des bourreaux,

est intense et contraire à l'honnêteté et qu'il est nécessaire de « se tenir debout » contre toutes les hypocrisies.

Évidemment ce procédé est savamment entretenu par les puissants qui désirent avant tout, préserver les injustices, toujours présentées, comme inéluctables, pour garder le pouvoir et les richesses, sans partage.

L'Espagne d'aujourd'hui, ne se relève pas de ce lourd passé et du capitalisme outrancier, elle est « libéralement sinistrée, en voie de dé-civilisation... On revoit dans les rues, de Madrid, de Séville, des demandeurs d'aumône... Ils ne sont pas Gitans » comme voudrait, le faire croire la droite très réactionnaire.

Comme Cahuzac en France, le roi et les siens volent le pays.

Suite page 8



Suite de la page 7

Le récit hautement passionnant touche presque à sa fin mais avant de conclure, en militant passionné, Jean, nous parle des grands défis de l'Amérique latine, au plus près de l'actualité.

La réalité est bien différente, de celle, qui est répandue dans la presse moralisatrice, de nos pays d'Europe. La droite vénézuélienne battue encore une fois depuis 1998 par le chavisme avec Nicolas Maduro « a affûté sa stratégie électorale et progresse avec un discours mensonger vers » plus de social.

Mais, nous aussi nous avons déjà entendu ça! Nous l'avons entendu en France à maintes reprises... Nous l'entendons même trop souvent!

Alors vigilance et résistance!

La soirée s'est poursuivie en poésie, musique et chansons avec Nicole et Jean-Charles Vasquez: deux voix merveilleuses en accord parfait et une guitare, qui ont fait vibrer les cœurs, en interprétant des œuvres poétiques, de notre grand compagnon de route, **Jean Ferrat.**

La soirée a été organisé pour offrir des moyens à notre quotidien l'Humanité: véritable bouffée d'oxygène pour la démocratie, comme l'air, l'est pour la vie.

La réussite de ce bon moment, repose sur la belle prestation de Jean Ortiz, de Nicole et Jean-Charles Vasquez mais aussi sur l'investissement citoyen et militant des camarades.

La convivialité, avec les gâteaux, les crêpes, le petit vin blanc, le cidre pétillant, le café, a permis aux participants (es) de communiquer, de continuer les conversations politiques et **les chansons bien joyeuses** jusqu'à une heure avancée, de la nuit.

Marie-Claude De Vita

PCF partenaire du FDG.

**NOUVELLES
DE LA
BIGORRE**

Administration, rédaction:
4, rue des Haras - 65000 Tarbes
Tél. 05 62 93 12 67
Fax 05 62 93 44 43

Lesnouvellesdelabigorre@orange.fr

Commission paritaire: 0409G88904

■ Directeur de la publication: Philippe Barrière

■ Rédacteur en chef: Pierre Domenges

■ Conception/réalisation/Impression:

Midi-Pyrénées Impression

1, allée Marc Saint-Saëns BP 73657

31036 Toulouse Cedex 1

Tél. 05 61 44 11 12

(RCS Toulouse n° B 337 745 160)



IMPRIM VERT



www.journeesnature.midipyrenees.fr



www.facebook.com/JourneesNature



[@JourneesNature](https://twitter.com/JourneesNature)



**RÉGION
MIDI-PYRÉNÉES**

L'action en vrai

LES
**NOUVELLES
DE LA
BIGORRE**

VIVRE MIEUX
ICI ET MAINTENANT
Membres adhérents par la voie de
Des Délégés de la Presse L'Express
Des Membres de la Bigorre
Plus 11, le 9 septembre 2013, 11, 2013

Parti
communiste
français
AMICALE DES
Vétérans

la Lettre **aux Vétérans**
BULLETIN PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGE

Supplément au n° 276 des « Nouvelles de la Bigorre »

LA PAROLE ET LE POUVOIR au peuple

Les forces de droite, les hommes du capital répètent avec insistance que la crise est due à trop de mesures sociales, à trop de services publics, au manque de moyens alloués aux grandes entreprises.

Cette offensive constante n'est pas sans marquer l'opinion publique. Il faut la convaincre que le gouvernement n'a pas de marges de manœuvre pour développer l'emploi, améliorer le pouvoir d'achat, relancer la croissance. Il appartient donc à toutes les forces de démocratie, de progrès de développer une intense bataille d'idées.

Le cœur de la crise, c'est la domination de la finance. La politique d'austérité, loin d'être efficace, frappe l'immense masse des citoyens et s'oppose à la croissance, comme beaucoup d'économistes le constatent aujourd'hui. Notre responsabilité est de faire vivre l'espoir de changement social qui fasse reculer la résignation, l'écœurement. À nous d'œuvrer au rassemblement de tous ceux qui aspirent à un nouveau contrat politique, répondant aux besoins populaires, créant les conditions pour sortir la crise.

Ce qui est décisif, c'est l'intervention des citoyens. Après le 5 mai, aidons à ce que toutes les initiatives, toutes les luttes, toutes les mobilisations convergent vers des assises pour la refondation sociale et démocratique de la République qui se tiendront le 16 juin prochain.

Les vétérans ont toute leur place dans cette bataille d'idées. Ils militent, là où ils se trouvent, pour le rassemblement de tous ceux, citoyens, acteurs du mouvement social, associatif qui veulent créer les conditions pour que le peuple prenne la parole et le pouvoir.

Daniel Renard

DES ÉLECTIONS MUNICIPALES sous haute tension

Les élections municipales de 2014 vont se dérouler dans un contexte très particulier. En effet, les conditions de vie de la majorité de nos concitoyens se sont aggravées les six dernières années. La situation est particulièrement grave chez les jeunes qui conjuguent taux de chômage et de précarité record avec le sentiment profond de du local au national, on leur refuse la place qu'ils pensent mériter dans la société française et ses institutions. Cette paupérisation et cette précarisation de la vie touche aussi d'autres catégories que les jeunes et les chômeurs : les mères célibataires, les veuves retraitées, les couches moyennes parfois chassées des grandes villes par les prix de l'immobilier et qui sont pris à la gorge par leur crédit.

En l'absence d'une mobilisation populaire suffisante et sous la pres-

sion maximum du patronat et des institutions européennes, l'actuelle politique gouvernementale d'austérité imposée va contribuer à aggraver encore plus les conditions d'ici mars 2014. Dans le même temps, la pression sur la dépense publique des collectivités locales et sur leurs ressources se manifeste fortement.

Nous sommes devant un effet ciseaux : d'un côté l'aggravation de la situation sociale du plus grand nombre, et en même temps les recettes fiscales sont en berne et les dotations de l'État en fort recul. Les communes et surtout leur libre administration sont au cœur des attaques du capital qui aimerait bien mettre la main sur nombre de services actuellement rendus par les municipalités.

C'est donc dans cet environnement politique et social que les

élections municipales de mars 2014 vont avoir lieu. **Notre grand ennemi, outre la mobilisation de l'électorat de droite, sera en fait l'abstention de l'électorat populaire que cela soit en raison de la dureté de la crise, de la déception et de l'austérité provoquées par la politique de Hollande, et des difficultés à répondre pleinement à la demande sociale de protection face à la crise.**

C'est pourquoi, les municipales se dérouleront sous le signe du rassemblement de tous les électeurs de gauche, de tous les citoyens épris de progrès social autour de projets municipaux anti-austérité avec l'objectif d'élire un maximum de maires, de maires adjoints, de conseillers municipaux Front de gauche et communistes.

Yann Le Pollotec

URGENCE

il faut défendre l'Humanité



L'Humanité et *L'Humanité Dimanche* sont en grand danger. Des difficultés de trésorerie les menacent gravement. Pour faire face à cette situation, *L'Humanité* et ses équipes font appel à leurs lectrices et lecteurs, aux organisations progressistes et démocratiques, à toutes les personnes attachées au pluralisme des idées de la presse.

Patrick Le Hyaric, directeur de *L'Humanité*, lance un appel.

Au moment où un débat public commence à se déployer sur la pertinence de l'austérité, l'existence de *L'Humanité* et de *L'Humanité Dimanche*, et le développement de

leur lecture, sont plus que jamais indispensables. Au moment où la question d'un changement de cap politique à gauche est en débat parmi toutes celles et tous ceux qui ont voulu le changement, il y a un an, la lecture de *L'Humanité* et de *L'Humanité Dimanche* est un moyen utile pour aider à la mobilisation populaire et unitaire pour faire front contre les puissances d'argent, la droite et l'extrême droite, et pour obtenir un nouveau contrat politique à gauche.

Sans *L'Humanité* et *L'Humanité Dimanche*, il n'y aurait eu aucun décryptage de l'accord sur la flexibilité dans la presse quotidienne.

L'Humanité et *L'Humanité Dimanche* vont donc être utiles à qui cherche aujourd'hui les voies d'un change-

ment clair et net de cap à gauche. Mais voilà qu'une nouvelle fois, il faut les protéger d'un accident de trésorerie. C'est la raison de notre nouvel appel pressant à participer à la souscription populaire que nous sommes contraints de relancer aujourd'hui.

Envoyez vos dons à :
***L'Humanité*, 5 rue Pleyel**
Immeuble Calliope
93528 St-Denis Cedex
à l'ordre de Presse et Pluralisme



RETRAITES

les nuages s'accumulent

Deux indications concrètes dévoilent les intentions gouvernementales :

- **d'une part**, l'accord « CFDT- MEDEF » transcrit dans la loi qui, sous prétexte d'instaurer une complémentaire santé obligatoire dans les entreprises, laisse à l'employeur le choix de mettre en concurrence les mutuelles et les assurances privées : le pactole possible est estimé par le MEDEF à 4,3 milliards d'euros et le coup est fatal pour le caractère universel de la couverture santé

- **d'autre part**, l'accord sur le financement des complémentaires AGIRC-ARRCO – que n'a pas signé la CGT – prévoit de son côté une augmentation limitée des cotisations, mais surtout une désindexation de la valeur du point qui ferait évoluer les retraites moins vite que l'indice du coût de la vie ; autrement dit, après les décrets de 93 qui « décrochaient » l'évolution des pensions de celle des salaires, les voilà aujourd'hui privées du mince filet de sécurité que constituait encore leur indexation sur les prix.

Au-delà des conséquences désastreuses à prévoir sur le pouvoir d'achat des retraités, que cette logique a déjà fait plonger de 20% en 20 ans, il est à redouter que la volonté gouvernementale soit d'appliquer ces dispositifs aux retraites du régime général. Cela reviendrait pour le gouvernement à réussir là où Sarkozy a échoué en 2010. C'est dire

tout l'enjeu de cette nouvelle bataille qui ne peut attendre l'automne.

Rappelons que nos retraites sont déjà taxées de 0,3% pour 2013 et qu'elles ne seront revalorisées que de 1,3% pour le régime de base (0,8% pour l'ARRCO et 0,5% pour l'AGIRC,) ce qui plombe un peu plus nos ressources. **Il est temps d'en finir avec l'imposture qui consiste à faire croire que les retraités ont un « niveau de vie supérieur aux actifs » quand, en réalité, c'est l'explosion de la précarité qui ampute le niveau de vie des actifs.** Mais il y a peut-être pire !

Instruit par l'attachement des Français à leur retraite et la potentialité de mobilisation dont les salariés et les retraités sont capables, il faut s'attendre à une argumentation biaisée dont il faudra démêler les pièges.

Il faut reconnaître à ce gouvernement un certain talent à envelopper les mauvais coups dans un tissu de bonne conscience. Par exemple, il peut très bien s'avancer en ardent défenseur d'un système « par répartition » tout en instituant un régime à « cotisation définie » ou la variable d'ajustement est le niveau des pensions.

La sortie d'Henri Emmanuelli sur le lien, pour lui évident, entre la durée de cotisations et l'espérance de vie n'est ni un hasard ni un faux pas. Se situant lui-même « à la gauche du PS », il illustre de manière significative une volonté politique que François Hollande avait traduit lors du sommet social de juillet 2012 en ces termes : « Il s'agit de revoir le système du financement, d'en changer les bases et la conception. La cotisation sociale ne doit plus être la base du financement de la protection sociale ».

Nos propositions pour une retraite à taux plein à 60 ans restent d'actualité, mais la bataille sera rude.

Claude Pondemer

CLAUDE LAGRANGE

Claude Lagrange vient de quitter le bureau national de l'Amicale des Vétérans dont il a été membre durant de longues années. Il y a été très actif et a contribué de façon approfondie à la réflexion politique.

Claude reste un militant responsable dans la fédération d'Indre-et-Loire. Il a aidé Max Coste à prendre place au Bureau national.

Merci, Claude, pour ton précieux apport.

LE CONSEIL NATIONAL DE LA R/ SISTANCE

La première réunion du Conseil national de la Résistance se tint le 27 mai 1943, il y a maintenant 70 ans. Pour la première fois, partis politiques, mouvements de résistance et syndicats se trouvaient associés dans la même structure. Sa création est le fruit du contexte et d'un débat complexe entre résistants. La victoire soviétique à Stalingrad et le débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord tendaient à montrer que la guerre pouvait être gagnée et les nazis vaincus, aussi devenait-il nécessaire de réfléchir à la manière de contribuer à cette victoire et au futur de la France libérée.

Le CNR vit le jour dans le cadre de la rivalité entre les généraux de Gaulle et Giraud pour incarner la Résistance. Ce dernier, soutenu par les Américains, venait des milieux pétainistes. Il avait rompu avec Vichy, mais était très hostile aux mouvements de résistance intérieurs qu'il accusait d'être manipulés par les communistes. Les Américains, qui longtemps avaient cru que Vichy pourrait les rallier et rompre avec Hitler, étaient très réservés sur de Gaulle. Ils le voyaient comme un apprenti dictateur. De Gaulle avait donc besoin d'asseoir sa légitimité en obtenant le soutien de la Résistance intérieure. Cette dernière ne voulait pas entendre parler de Giraud dont le passé pétainiste le discréditait.

Mais au sein de la Résistance, il existait une rivalité sourde entre les mouvements et les partis. Les premiers se voyaient comme régénérant la France et prenant la place des partis coupables de la défaite et de la chute de la III^e République. Enfin, entre les partis politiques, il existait une forte concurrence et certains se méfiaient de la puissance du PCF. La création du CNR donc dut beaucoup à l'intelligence politique de l'envoyé de de Gaulle mais lié aux milieux de gauche - Jean Moulin - qui fit le choix d'associer toutes les forces*. Ces dernières acceptaient aussi de reconnaître l'autorité du Général de Gaulle comme chef de la Résistance. Ainsi, la France fut le seul pays occupé à se doter d'une structure totalement unitaire et à parler d'une seule voix face aux alliés. Cette unification permit que la France ne fût pas administrée par les Américains après sa libération et qu'elle put peser dans les relations internationales. Elle fut ainsi présente lors de la capitulation des Allemands et continua de jouer un rôle dans le concert des nations notamment en faisant partie des membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU.

permanence des Vétérans

Daniel Renard tient permanence
le mardi de 10 h à 13 h
place du Colonel-Fabien - 01 40 40 11 60

Mais, ce n'est pas tout, le CNR a contribué à dessiner la France de la Libération et à engager notre pays dans la voie de réformes structurelles. C'est en avril 1944 qu'il adopta son célèbre programme. Ce texte est organisé en deux parties et fut le fruit d'un compromis dynamique entre les différentes forces qui les composaient. Sa première partie méconnue est un appel à préparer la libération de la France par l'insurrection, une insurrection qui doit être populaire et multiforme et non seulement militaire. Pour les communistes, cet aspect était essentiel et emportait les autres considérations. La libération ne pouvait pas être le résultat que de l'action des forces armées alliées, il en allait de l'indépendance de la France et des changements que l'on pouvait espérer à la libération. Ils misaient sur la dynamique de l'insurrection plus que sur le contenu même du programme. Pour les communistes, l'essentiel était donc de maintenir l'unité de la Résistance et pour cela d'accepter les compromis programmatiques nécessaires. Ce fut le projet rédigé par le communiste Pierre Villon qui servit donc de base à la discussion et à la rédaction finale.

Et pourtant, ce que prévoit ce programme était déjà radical : il s'agissait d'abord de rétablir les libertés individuelles et démocratiques supprimées par Vichy. Le programme insistait aussi sur le châtiement des traîtres et l'épuration. Sur le plan économique, il prévoyait le retour à la Nation des grands monopoles, la direction de la production par un plan concerté et le soutien aux coopératives. Sur le plan social, il donne la priorité aux salaires et au pouvoir d'achat et affirmait la nécessité de créer une grande sécurité sociale, le développement de l'instruction et l'extension des droits des indigènes dans les colonies.

Ce programme inspira les grandes réformes de la Libération : nationalisations, création de la Sécurité sociale, statut du fermage et du métayage, création des comités d'entreprise, rétablissement de la loi sur les 40 heures, statut de la fonction publique...



L'expérience du CNR nous fait réfléchir aujourd'hui. Elle permet d'abord de réfuter l'argumentation de ceux qui disent que le progrès social n'est pas possible dans la France de 2013 car notre économie ne la supporterait pas. En effet, cet ensemble de réformes fut décidé dans un contexte de grande difficulté économique et alors que la France était en pleine reconstruction. C'est même en pariant sur le progrès social et démocratique que l'on peut escompter relancer l'économie, mais pour cela il faut s'en donner les outils. Rappeler les réformes conduites dans le sillage du CNR nous permet de comprendre ceux qui veulent liquider le souvenir du CNR et les acquis de cette période. Enfin, revenir sur cette expérience fait émerger l'idée que l'on peut conjuguer démarche programmatique et dynamique populaire, qu'il est possible de travailler à un projet politique non seulement entre partis politiques différents mais aussi en respectant l'indépendance de chacun en faisant converger partis, mouvements et syndicats.

Frédéric Genevée

* Front national, Ceux de la Résistance, Ceux de la Libération, Libération-Sud, Organisation civile et militaire, Combat, Franc-Tireurs, CGT, CFTC, PCF, SFIO, Radicaux, Démocrates-Chrétiens, Alliance démocratique, Fédération républicaine.